



**Casse de nos missions et de nos qualifications**  
**Entretien inscription Diagnostic**  
**Intensification de nos rythmes de travail**  
**Sous-effectifs et précarité**  
**Dégradation des services rendus aux usagers**

**À Pôle emploi, comme ailleurs,**  
**Services publics ou entreprises privées**  
**Nous n'avons pas à payer leur crise !**

**A la fin de l'été, le gouvernement a annoncé une nouvelle série de mesures d'austérité afin prétendument de faire face à la crise et pour réduire le déficit public. Ce déficit serait insoutenable, selon ceux qui l'ont organisé en se soumettant aux exigences des marchés financiers et aux intérêts des spéculateurs. Mais comme en Grèce, en Espagne, en Italie, ou dans tous les autres pays d'Europe, cette cure d'austérité à tous les niveaux n'a qu'un seul objectif : faire payer la crise par les salariés.**

Outre le démantèlement de toutes les branches de la protection sociale au profit des banques et des assurances, les services publics, bien évidemment, sont dans la ligne de mire du gouvernement : accélération des privatisations, approfondissement de la libéralisation des marchés, augmentation des suppressions de postes, accentuation de la casse des missions, diminution des budgets d'intervention et de fonctionnement, etc. sont les maîtres-mots de cette politique qui fait la chasse aux dépenses de l'Etat, pourtant socialement utiles, et nécessaires pour soutenir l'activité économique, et se traduit par des attaques dont la conséquence est une dégradation constante des services rendus aux usagers, fragilisant un peu plus les populations les plus démunies.

**En tant qu'opérateur public de l'Etat (pour l'instant), Pôle emploi n'a pas été épargné**

La diminution des effectifs (1800 postes supprimés au budget pour 2011) alors que le chômage ne fait qu'augmenter (toutes catégories confondues), précarisation, diminutions drastiques des budgets concernant la formation et l'aide à la recherche d'emploi... la fusion, elle-même, et les conséquences sur la définition de nos missions et de nos métiers, sont aussi partie intégrante de cette politique d'austérité.

L'EID et les sites mixtes, la réorganisation du travail et des pratiques managériales, dont on voit bien qu'ils n'améliorent nullement le service, au contraire, sont le prolongement de cette politique, et s'intègrent parfaitement dans une logique d'intensification des charges de travail à moindre coût : dégager du temps opérationnel afin de répondre à nos obligations de service minimum et d'atteinte des objectifs fixés, sans créations d'emplois qualifiés, dans un contexte de hausse du chômage !

**L'EID accroît les problèmes qu'il prétend résoudre.**

Qu'il s'agisse de l'indemnisation des chômeurs ou de l'aide à leur insertion professionnelle, la fusion des qualifications fortes détenues par les agents se traduit par leur disparition dans un « socle commun de compétences » de bas de gamme ; elle est destinée à réduire fortement le nombre d'agents maîtrisant véritablement les outils d'une réponse satisfaisante aux attentes des usagers de Pôle emploi.

De plus, la mise en place de ce véritable « métier unique » que constitue l'EID se double de la tentative forcenée de faire disparaître les doubles files spécialisées à l'accueil ; c'est aussi

l'intensification des charges pesant sur les agents qui est à l'ordre du jour.

Il s'agit de mettre en œuvre une offre de service qui soit faite de coercition à l'encontre de demandeurs d'emploi, de contraintes pesant sur les agents pour qu'ils se soumettent aux objectifs de dégradation des missions qu'ils exercent, et d'une véritable entreprise de normalisation comptable des activités du service public.

### **Le plus inquiétant c'est que le pire est certainement encore devant nous**

Récemment, Gilles Carrez, député UMP, a proposé une diminution du budget de Pôle emploi de 62 millions d'euros alors que nous n'avons déjà pas les effectifs suffisants pour répondre à la charge de travail, ni les moyens budgétaires pour aider les usagers et répondre à leurs attentes ! Alors que depuis 2009 Pôle emploi est déjà en déficit chronique (118 millions d'euro en 2009, 185 en 2010, près de 125 millions prévus pour 2011), à cause en particulier du désengagement de l'Etat et des dépassements de crédits consentis pour convaincre les agents publics d'opter pour la CCN, il faudrait encore se serrer la ceinture !

En avril dernier, le secrétaire d'Etat à la fonction publique, avait affirmé concernant la réduction des effectifs de fonctionnaires, que les efforts devraient être aussi supportés par les opérateurs de l'Etat, et il visait explicitement Pôle emploi.

Les menaces qui pèsent sur Pôle emploi sont les mêmes que pour tous les services publics, au nom de l'austérité et au nom de la Révision Générale des Politiques Publiques : attaques contre les missions, contre les effectifs, contre les garanties collectives et le pouvoir d'achat des personnels...

**Pour faire face à ces attaques, seul un mouvement de grande ampleur, interprofessionnel, rassemblant le secteur public et le privé, pourra contraindre le gouvernement à répondre à nos revendications.**

**Pour un service public de qualité. Non à la fusion des métiers : arrêt de l'EID**

**Pour l'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé**

**Pour la défense de la protection sociale**

**Pour des embauches, contre les suppressions d'emploi et la précarité**

**Toutes et tous en grève le 11 octobre 2011**